

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 42.565/2
DU 28 MARS 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 22 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant le statut du Président de la Commission nationale pour les droits de l'enfant", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"La publication de cet arrêté est indispensable afin que la Commission puisse exercer pleinement ses différentes missions. En effet, la désignation du Président ne pourra être effectuée que suite à l'entrée en vigueur de cet arrêté d'exécution. Or, l'article 16 de l'accord de coopération susmentionné prévoit que la première désignation de plusieurs membres de la Commission se fera au plus tard quatre mois après l'entrée en vigueur de l'accord, soit avant le 10 mars 2007 (4 mois après la dernière publication qui a eu lieu le 10 novembre 2006); que par conséquent, il importe que le Secrétariat et le Président de la Commission soient en fonction à cette date".

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Compétence de l'auteur de l'acte

L'accord de coopération du 19 septembre 2005 ⁽¹⁾ crée une Commission nationale pour les droits de l'enfant (article 1^{er}), en définit les missions (article 2) et la composition (article 3).

⁽¹⁾ Accord de coopération entre l'État, la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française portant création d'une Commission nationale pour les droits de l'enfant.

Il prévoit que le Président de la Commission est désigné par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis des Communautés (article 4, alinéa 1^{er}).

À l'exception de quelques éléments relatifs à sa nomination, à l'exercice de ses fonctions à temps plein, à la durée et au renouvellement de son mandat, l'accord de coopération ne fixe pas le statut du Président de la Commission et ne précise pas davantage quelle autorité fixe ce statut.

L'on peut déduire de la compétence du Roi pour désigner le Président de la Commission sa compétence pour fixer également son statut.

Formalités préalables

Conformément à l'article 7 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, le projet doit être soumis à l'accord du Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions.

Fondement juridique

Observation générale

Il y a lieu d'omettre de l'arrêté en projet toutes les dispositions qui se trouvent déjà dans l'accord de coopération du 19 septembre 2005, précité, à savoir celles selon lesquelles :

- 1/ le Président est désigné par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis des Communautés;
- 2/ il est désigné en tenant compte de son intérêt, de sa connaissance et de son expérience acquise dans la matière des droits de l'homme et des droits de l'enfant;
- 3/ son mandat est d'une durée de cinq ans et il peut être renouvelé;

.../...

- 4/ il exerce sa fonction à temps plein;
- 5/ les missions et la composition du secrétariat sont précisées ⁽²⁾.

Observations particulières

Préambule

1. La loi du 1^{er} mai 2006 portant approbation de l'accord de coopération entre l'État, la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française portant création d'une Commission nationale pour les droits de l'enfant, conclu à Bruxelles, le 19 septembre 2005, ne contient aucune habilitation au Roi. Comme il a été relevé dans l'observation relative à la compétence de l'auteur de l'acte, le Roi puise son pouvoir d'adopter l'arrêté en projet dans l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'accord de coopération du 19 septembre 2005, précité. Il y a lieu, dès lors, de rédiger l'alinéa 1^{er} comme suit :

"Vu l'accord de coopération du 19 septembre 2005 entre l'État, la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française portant création d'une Commission nationale pour les droits de l'enfant, notamment l'article 4, alinéa 1^{er}, approuvé par la loi du 1^{er} mai 2006 portant approbation de l'accord de coopération entre l'État, la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française portant création d'une Commission nationale pour les droits de l'enfant, conclu à Bruxelles, le 19 septembre 2005".

⁽²⁾ À ce sujet, le Conseil d'État relève d'ailleurs une différence linguistique entre les deux versions de l'article 11.

2. À l'alinéa 5, il y a lieu de reproduire plus fidèlement la motivation de l'urgence énoncée dans la lettre de demande d'avis, conformément à ce que requiert l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

3. À l'avant-dernier alinéa, il y a lieu de citer correctement la dénomination du Comité des droits de l'enfant instauré par l'article 43 de la Convention du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant. Dans un souci de clarté, il pourrait être précisé que ce Comité a été institué au sein de l'Organisation des Nations Unies.

Dispositif

Article 1^{er}

La notion de représentation (la Commission des droits de l'enfant est "représentée" ...) utilisée par la disposition à l'examen pour qualifier la fonction de Président de la Commission nationale pour les droits de l'enfant est inadéquate. Le texte doit être revu.

Article 3

1. Cet article dispose que, sous réserve de certaines exceptions, "les dispositions réglant le statut administratif des agents de l'État sont applicables au Président".

Les exceptions concernent le recrutement et l'évaluation. Il semble également que le régime disciplinaire et les dispositions relatives à la cessation des fonctions ne sont pas - ou ne sont pas intégralement - applicables ⁽³⁾. Enfin, le Conseil d'État s'interroge sur l'applicabilité des dispositions relatives à la carrière des agents de l'État, dès lors, que le Président est, par définition, au sommet de la hiérarchie.

⁽³⁾ Voir l'observation formulée sous les articles 8, dernier alinéa, et 9.

En conclusion, le Conseil d'État se demande quelle est la portée réelle du renvoi aux "dispositions réglant le statut administratif des agents de l'État".

En tout état de cause, il y a lieu de mentionner de manière plus précise les dispositions visées.

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'État n'a pu examiner plus avant ces questions.

2. Les mots "sous réserve" combinés avec les mots "à l'exception" ne sont pas clairs. Si les dispositions applicables en matière de sécurité sociale aux agents qui ne sont pas pourvus d'une nomination à titre définitif ne sont pas applicables, il y a lieu de le prévoir dans les exceptions mentionnées à la fin de l'article.

Mais, peut-être, l'intention de l'auteur du projet est-elle différente.

Article 5

L'arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraire en cas de décès d'un membre du personnel des services publics fédéraux, mentionné à l'alinéa 1^{er}, 5/, de l'article 5, a été remplacé par l'arrêté royal du 8 juillet 2005 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraire en cas de décès d'un membre du personnel d'un service public fédéral. Le texte doit être adapté en conséquence.

Article 7

Cette disposition prévoit que :

"Si la personne qui est désignée comme Président est un agent contractuel de la fonction publique fédérale, son employeur lui propose une suspension de contrat pour toute la durée du mandat."

Les causes de suspension de plein droit du contrat de travail sont énumérées par les articles 26 et suivants de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

En l'occurrence, l'objectif de la disposition n'est pas d'ajouter une cause de suspension à celles déjà prévues par le droit commun des contrats de travail mais bien de permettre aux parties à la relation de travail de convenir d'une suspension du contrat de travail qui les lie. Une telle disposition ne doit pas nécessairement être prévue dans le dispositif à l'examen : la faculté qu'ont les parties de suspendre l'exécution d'un contrat de travail résulte en effet de la liberté de convenir de toutes modalités d'exécution - et donc également de non-exécution - du contrat de travail dont jouissent les parties à la relation de travail dès lors que ces modalités procèdent de leur accord commun.

Toutefois, si l'auteur du projet entend régler cette hypothèse, il devrait la présenter non comme une proposition faite par l'employeur au travailleur mais bien plutôt comme une convention à conclure entre les parties, convention qui pourra cependant être orale dès lors que le contrat de travail n'est pas de ceux qui requiert un écrit ⁽⁴⁾.

Articles 8, dernier alinéa, et 9

1. L'article 8, dernier alinéa, et l'article 9 concernent tous deux la fin du mandat du Président avant terme. Compte tenu de cet objet, c'est à tort que le chapitre IV du projet, qui contient le seul article 9, est intitulé "De l'évaluation".

Sous réserve des observations qui suivent, ces deux dispositions doivent être inscrites dans un même chapitre consacré à la fin du mandat du Président avant terme.

2. En prévoyant dans quel cas et selon quelle procédure il peut être mis fin avant terme au mandat du Président, les articles 8, dernier alinéa, et 9 du projet dérogent aux dispositions l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État, relatifs à la démission d'office, à la révocation et à la démission volontaire.

⁽⁴⁾ Voir les articles 9 et 11bis de la loi du 3 juillet 1978, précitée.

Il y a donc lieu de faire état de ces exceptions à l'article 3 du projet.

La non-application des dispositions relatives à la démission d'office et à la révocation amène à s'interroger, de manière plus générale, sur l'application au Président du régime disciplinaire des agents de l'État.

3. Le dernier alinéa de l'article 8 dispose que le Roi peut mettre fin à la désignation du Président avant l'échéance du mandat à la requête de ce dernier ou sur demande dûment motivée du Ministre de la Justice après consultation des Communautés.

Hormis l'hypothèse d'une démission volontaire ou de manquement grave à ses obligations, comme le prévoit l'article 9, le Conseil d'État ne voit pas pour quelle raison admissible il pourrait être mis fin avant terme au mandat du Président. L'article 8, dernier alinéa, in fine, doit donc être omis.

4. Dans un souci de clarté, l'article 9 gagnerait à être divisé en alinéas.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. KEUTGEN,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

RF

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.565/2
VAN 28 MAART 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het statuut van de voorzitter van de Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind", heeft het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"La publication de cet arrêté est indispensable afin que la Commission puisse exercer pleinement ses différentes missions. En effet, la désignation du Président ne pourra être effectuée que suite à l'entrée en vigueur de cet arrêté d'exécution. Or, l'article 16 de l'accord de coopération susmentionné prévoit que la première désignation de plusieurs membres de la Commission se fera au plus tard quatre mois après l'entrée en vigueur de l'accord, soit avant le 10 mars 2007 (4 mois après la dernière publication qui a eu lieu le 10 novembre 2006); que par conséquent, il importe que le Secrétariat et le Président de la Commission soient en fonction à cette date".

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Bevoegdheid van de steller van de handeling

Bij het samenwerkingsakkoord van 19 september 2005 ⁽¹⁾ wordt een Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind opgericht (artikel 1), en worden de taken (artikel 2) en de samenstelling (artikel 3) ervan gedefinieerd.

Het bepaalt dat de Voorzitter van de Commissie wordt aangewezen door de Koning bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van de Gemeenschappen (artikel 4, eerste lid).

In het samenwerkingsakkoord wordt het statuut van de Voorzitter van de Commissie niet vastgesteld, met uitzondering van enkele gegevens betreffende zijn benoeming, het vervullen van zijn voltijds ambt, de duur en de vernieuwing van zijn mandaat, en wordt ook niet gepreciseerd welke overheid dat statuut vaststelt.

Uit de bevoegdheid van de Koning om de Voorzitter van de Commissie aan te wijzen kan worden afgeleid dat Hij ook bevoegd is om diens statuut vast te stellen.

Voorafgaande vormvereisten

Overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, behoort het ontwerp ter goedkeuring te worden voorgelegd aan de Minister bevoegd voor het Algemeen Bestuur.

⁽¹⁾ Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaams Gewest, de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie inzake de oprichting van een Nationale Commissie voor de rechten van het kind.

Rechtsgrond

Algemene opmerking

Uit het ontworpen besluit dienen alle bepalingen te worden weggelaten die reeds zijn opgenomen in het voormelde samenwerkingsakkoord van 19 september 2005, te weten die luidens welke :

- 1/ de Koning de voorzitter van de Commissie aanwijst bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de Gemeenschappen;
- 2/ bij zijn aanwijzing rekening wordt gehouden met zijn interesse voor, zijn kennis van en ervaring met de materie van de rechten van de mens en van de rechten van het kind;
- 3/ het mandaat van de voorzitter vijf jaar duurt en kan worden verlengd;
- 4/ de voorzitter zijn ambt voltijds uitoefent;
- 5/ de taken en de samenstelling van het secretariaat worden gepreciseerd ⁽²⁾.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. De wet van 1 mei 2006 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord houdende oprichting van een Nationale Commissie voor de rechten van het kind, gesloten te Brussel, op 19 september 2005, tussen de Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaams Gewest, de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie bevat geen enkele aan de Koning verleende machtiging. Zoals erop is gewezen in de opmerking betreffende de

⁽²⁾ In dat verband wijst de Raad van State trouwens op een gebrek aan overeenstemming tussen beide versies van artikel 11.

bevoegdheid van de steller van de handeling, ontleent de Koning zijn bevoegdheid om het ontworpen besluit goed te keuren, aan het artikel 4, eerste lid, van het voormelde samenwerkingsakkoord van 19 september 2005. Het eerste lid moet bijgevolg geredigeerd worden als volgt :

"Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 19 september 2005 tussen de Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaams Gewest, de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie inzake de oprichting van een Nationale Commissie voor de rechten van het kind, inzonderheid op artikel 4, eerste lid, goedgekeurd bij de wet van 1 mei 2006 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord houdende oprichting van een Nationale Commissie voor de rechten van het kind, gesloten te Brussel, op 19 september 2005, tussen de Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaams Gewest, de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie".

2. In het vijfde lid dient de motivering van het verzoek om spoedbehandeling nauwkeurig te worden overgenomen zoals ze in de brief met de adviesaanvraag voorkomt, overeenkomstig artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

3. In de Franse versie van het voorlaatste lid dient de benaming van het Comité voor de Rechten van het Kind, opgericht bij artikel 43 van het Verdrag van 20 november 1989 inzake de rechten van het kind, correct te worden aangehaald. Ter wille van de duidelijkheid zou kunnen worden gepreciseerd dat dit Comité is opgericht binnen de Organisatie der Verenigde Naties.

Dispositief

Artikel 1

Het begrip "vertegenwoordiging" (De Commissie voor de Rechten van het Kind wordt "vertegenwoordigd" door...) waarmee in de voorliggende bepaling gewerkt wordt om de functie te omschrijven van de Voorzitter van de Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind, is niet deugdelijk. De tekst dient te worden herzien.

Artikel 3

1. In dit artikel wordt gesteld dat, behoudens een aantal uitzonderingen "de bepalingen tot regeling van het administratief statuut van het Rijkspersoneel toepasselijk [zijn] op de voorzitter".

De uitzonderingen hebben betrekking op de werving en de evaluatie. Ook lijken de bepalingen inzake de tuchtregeling en die inzake de stopzetting van de functies niet - of niet volledig - van toepassing te zijn ⁽³⁾. De Raad van State plaatst tot slot ook een aantal vraagtekens bij de toepasbaarheid van de bepalingen inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel, aangezien de Voorzitter per definitie aan de top van de hiërarchie staat.

Kortom, de Raad van State vraagt zich af wat de werkelijke draagwijdte is van de verwijzing naar "de bepalingen tot regeling van het administratief statuut van het Rijkspersoneel".

Hoe dan ook behoort op een meer nauwkeurige wijze bepaald te worden om welke bepalingen het gaat.

Gelet op de korte termijn die hem is toegemeten, heeft de Raad van State deze aangelegenheden niet nader kunnen onderzoeken.

⁽³⁾ Zie de opmerking die geformuleerd is onder de artikelen 8, laatste lid, en 9.

2. De combinatie van het woord "onverminderd" met de woorden "met uitzondering van" is niet duidelijk. Indien de socialezekerheidsbepalingen die van toepassing zijn op niet-vastbenoemd personeel niet van toepassing zijn, dient dat bepaald te worden in de uitzonderingen vermeld aan het einde van het artikel.

Maar misschien streeft de steller van het ontwerp een andere doelstelling na.

Artikel 5

Het koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafenis kosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der federale overheidsdiensten, dat vermeld wordt in artikel 5, eerste lid, 5/, is vervangen door het koninklijk besluit van 8 juli 2005 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafenis kosten in geval van overlijden van een lid van het personeel van een federale overheidsdienst. De tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 7

Deze bepaling luidt als volgt :

"Indien de persoon die werd aangeduid als voorzitter een contractueel personeelslid van het federaal openbaar ambt is, stelt zijn werkgever hem een schorsing van de overeenkomst voor de gehele duur van het mandaat voor."

De oorzaken voor een schorsing van rechtswege van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst worden opgesomd in de artikelen 26 en volgende van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

In casu is deze bepaling niet bedoeld om nog een grond voor schorsing toe te voegen aan die welke reeds bepaald zijn door het gemeen recht inzake de arbeidsovereenkomsten, maar wel om de partijen die een arbeidsovereenkomst gesloten hebben, de mogelijkheid te bieden om het eens te worden over een schorsing van de

.../...

arbeidsovereenkomst die hen bindt. Zulk een bepaling dient niet per se opgenomen te worden in het thans voorliggende dispositief : de mogelijkheid waarover de partijen beschikken om de uitvoering van een arbeidsovereenkomst te schorsen voortvloeit immers uit de vrijheid van de partijen bij de arbeidsovereenkomst om afspraken te maken over alle regels inzake de uitvoering - en dus ook inzake de niet-uitvoering - van de arbeidsovereenkomst, aangezien die regels in gemeenschappelijk overleg worden vastgelegd.

Indien de steller van het ontwerp dit geval evenwel wenst te regelen, zou hij dit niet moeten inkleden als een voorstel dat gedaan wordt door de werkgever aan de werknemer, maar eerder als een overeenkomst die tussen de partijen gesloten moet worden, welke overeenkomst echter mondeling mag zijn, aangezien het om een arbeidsovereenkomst gaat waarvoor geen geschreven stuk vereist is ⁽⁴⁾.

Artikelen 8, laatste lid, en 9

1. Artikel 8, laatste lid, en artikel 9 hebben beide betrekking op het voortijdig einde van het mandaat van de Voorzitter. Gelet op dit onderwerp, draagt hoofdstuk IV van het ontwerp, dat uitsluitend artikel 9 omvat, ten onrechte het opschrift "Evaluatie".

Onder voorbehoud van de hiernavolgende opmerkingen, dienen beide bepalingen opgenomen te worden in eenzelfde hoofdstuk dat gewijd wordt aan het voortijdig einde van het mandaat van de Voorzitter.

2. Door te bepalen in welk geval en volgens welke procedure voortijdig een einde kan worden gemaakt aan het mandaat van de Voorzitter, wijken de artikelen 8, laatste lid, en 9 van het ontwerp af van de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, die betrekking hebben op het ambtshalve ontslag, de afzetting en het vrijwillig ontslag.

⁽⁴⁾ Zie de artikelen 9 en 11*bis* van de voornoemde wet van 3 juli 1978.

In artikel 3 van het ontwerp dient dus melding te worden gemaakt van deze uitzonderingen.

Het feit dat de bepalingen inzake het ambtshalve ontslag en de afzetting niet van toepassing zijn, doet in meer algemene zin vragen rijzen over de toepassing op de Voorzitter van de tuchtregeling voor het Rijkspersoneel.

3. In het laatste lid van artikel 8 wordt bepaald dat de Koning een einde kan maken aan de aanwijzing van de Voorzitter vóór het verstrijken van het mandaat, op verzoek van de Voorzitter of op met redenen omkleed verzoek van de Minister van Justitie na overleg met de gemeenschappen.

Behoudens de gevallen van vrijwillig ontslag of ernstig plichtsverzuim, waarin voorzien wordt in artikel 9, ziet de Raad van State niet in om welke andere aanvaardbare reden voortijdig een einde kan worden gemaakt aan het mandaat van de Voorzitter. Artikel 8, laatste lid, in fine, dient dus te vervallen.

4. Voor de duidelijkheid zou artikel 9 beter worden ingedeeld in leden.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. KEUTGEN,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B.VIGNERON

Y. KREINS